

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE D'ÎLE-DE-
FRANCE**

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral complémentaire
n° 2016 DRIEE/UT77/073
actualisant les prescriptions techniques de la société**

**KNAUF PLATRES
Carrière de gypse dite de «La Saulorette»**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, ses parties législative et réglementaire, notamment ses articles R.512-31 et R.512-33,

VU le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V relatives à l'archéologie,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code du travail,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence,

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne 2014-2020 approuvé le 07 mai 2014,

VU le décret ministériel du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne,

VU l'arrêté ministériel du 30 mars 2016, nommant M. Jérôme GOELLNER, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, à compter du 25 avril 2016,

VU l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016 donnant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-DRIEE IdF-196 du 19 mai 2016 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 autorisant la société KNAUF PLATRES à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de gypse « La Saulorette », communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

VU le procès-verbal d'abandon partiel en date du 1^{er} décembre 2008 portant sur une surface de près de 16 ha,

VU la demande communiquée le 16 mai 2016 et ses compléments reçus le 31 mai 2016 par laquelle le directeur de la société KNAUF, sollicite une modification des conditions de remise en état,

VU le courrier de la société REP VEOLIA daté du 03 juin 2016 s'engageant à finaliser la remise en état dans le respect de son arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008,

VU l'avis et les propositions du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France présentés dans son rapport du 30 mai 2016 (réf. PCE/161213),

VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie dans sa formation spécialisée dite « des carrières » émis lors de la séance du 15 juin 2016,

VU le projet d'arrêté notifié le 16 juin 2016, à la société pour observation, en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement,

VU le courriel en réponse de la société KNAUF Plâtres daté du 05 juillet 2016 n'appelant pas d'observation,

CONSIDERANT que la société KNAUF Plâtres souhaite modifier la remise en état de certains secteurs afin de conserver les infrastructures et espaces affectés au fonctionnement des activités voisines,

CONSIDERANT que les modifications décrites ne génèrent :

- Aucune nouvelle activité ;
- Aucune extension géographique ;
- Aucune extension des capacités des différentes activités.

Et qu'en conséquence, il n'y a pas non plus modification dans les niveaux des rejets ou nuisances, tels qu'ils ont déjà été analysés dans l'étude d'impacts de décembre 2006.

CONSIDERANT que les mesures de protection et de surveillance des effets de l'établissement ont déjà été mises en place,

CONSIDERANT dès lors que ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article R.512-31 du Code de l'environnement des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission consultative pour fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié,

L'exploitant entendu,

ARRETE

CHAPITRE I : MODIFICATIONS

L'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 autorisant la société KNAUF PLATRES à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de gypse « La Saulorette », communes de Monthyon et Saint-Soupplets, est modifié comme suit :

Article I-1 :

L'article I-1 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 est remplacé par l'article suivant :

« La société KNAUF PLATRES et Cie, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Z.I. du Sauvoy à Saint-Soupplets (77 165) est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre sur environ 69,38 ha l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de Monthyon (principaux lieux-dits : « Chatenfour », « la Saulorette », « Les Justices »), et Saint-Soupplets (principaux lieux-dits : « La Conférence », « La Danseuse », « Le Chemin de Lagny », « Le Pré de Morfontaine », « La Scotte », « Le Tonnet », « La Clochette »),

L'autorisation s'applique à l'ensemble du périmètre et des parcelles référencés à l'article I.3.1.

L'autorisation est accordée jusqu'au **07 mars 2020**, en tout ce qui concerne les activités extractives et la remise en état des différentes excavations, durée qui inclut le démantèlement de toute infrastructure non nécessaire après la cessation d'activité et l'achèvement de ladite remise en état.

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux ayant autorisé la société KNAUF PLATRES et Cie à exploiter la carrière dite « de La Saulorette » et ses installations connexes, dont particulièrement les arrêtés préfectoraux n°91 DAE 2M 019 du 21 février 1991, n°91 DAE 2M 051 du 04 juin 1991, n°04 DAI 2M 037 du 07 septembre 2004 et n°05 DAI 2M 027 du 07 juillet 2005. »

Article I-2 :

Le tableau des rubriques de classement des rubriques au titre des installations inscrit à l'article I-2 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 est remplacé par le tableau suivant :

| N° | Libellé | Nature des activités | Régime |
|--------|---------------------------|---|--------------|
| 2510-1 | Exploitation de carrières | Carrière à ciel ouvert de gypse Superficie sollicitée : 69ha 38 a 82 ca Production maximale : 0 T/an Production moyenne : 0 T/an Échéance de l'autorisation : 07 mars 2020 | Autorisation |

Article I-3 :

Les parcelles cadastrées selon les références ci-dessous sont supprimées de l'article I-3-1 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 :

| Commune | Lieu-dit | Section | n° | surface en m ² |
|-----------------|-----------------------|---------|------|---------------------------|
| SAINT-SOUPPLETS | Le Pré de Morfontaine | ZL | 23p | 6622 |
| SAINT-SOUPPLETS | Le Pré de Morfontaine | ZL | 24p | 7238 |
| SAINT-SOUPPLETS | Le Pré de Morfontaine | ZL | 163p | 3905 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 48 | 1700 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 49 | 1300 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 50 | 880 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 51 | 290 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 52 | 415 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 53 | 1310 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 54p | 296 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 55p | 358 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Danseuse | ZK | 56p | 818 |
| SAINT-SOUPPLETS | Le Pré de Morfontaine | ZL | 20p | 516 |
| SAINT-SOUPPLETS | La Clochette | ZL | 116p | 15400 |
| SAINT-SOUPPLETS | Le Pré de Morfontaine | ZL | 139p | 4432 |
| Total | | | | 45480 |

Article I-4 :

Le tableau de bilan de superficie inscrit à l'article I-3-1 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 est remplacé par le tableau suivant :

| | Superficie renouvelée | Superficie en extension | Superficie récolée (2008) | Superficie transférée (2016) | Total |
|-----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------------|----------|
| Monthyon | 49 39 23 | / | -12 45 49 | / | 36 93 74 |
| Saint Soupplets | 39 82 02 | 66 71 | - 3 48 85 | -4 54 80 | 32 45 08 |
| Total | 89 21 25 | 66 71 | -15 94 34 | -4 54 80 | 69 38 82 |

Article I-5 :

Le plan de remise en état mentionné à l'article III-15-1 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 est remplacé par le plan joint en annexe.

Article I-6 :

Le 1^{er} alinéa de l'article III-15-2 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 est remplacé par les alinéas suivants :

« **III-15-2** - La remise en état consiste en la restitution d'espaces boisés sur une superficie d'environ 16,5 ha, d'espaces prairiaux sur une superficie d'environ 12,5 ha, d'espaces à vocation agricole sur une superficie d'environ 40 ha.

Les dispositions qui suivent relatives à la remise en état sont réalisées sans préjudice du plan de remise en état final joint en annexe et le dossier modificatif réf D2013.0156 du 31 mai 2016 »

Article I-7 :

L'article III-15-5 est inséré dans l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 :

« Article III-15-5 – Les dispositions relatives à la remise en état sont effectuées sans préjudice du plan directeur d'aménagement paysager du site de la Saulorette mentionné à l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008 autorisant la SNC REP à poursuivre et étendre une installation de stockage de déchets non dangereux et d'installations classées connexes liées au fonctionnement du site et à la gestion des déchets à SAINT-SOUPPLETS et MONTHYON. »

CHAPITRE II : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE II-1 : SANCTIONS

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L. 171-7, L171-8, L.216-6, L.216-13, L.541-46 et R.514-4 du Code de l'environnement.

ARTICLE II-2 : INFORMATION DES TIERS

Une copie de l'arrêté préfectoral est déposée en mairie de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché aux mairies de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

ARTICLE II-3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Melun :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE II-4

Le présent arrêté sera notifié à la société KNAUF Plâtres et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le sous-préfet de Meaux,
- Monsieur le Maire de Monthyon,
- Monsieur le Maire de Saint-Soupplets,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- Le chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie à Savigny-le-Temple,

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Melun, le 05 juillet 2016

Pour ampliation,
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur empêché,
L'adjoint au Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne,



Bruno VERHAEGHE

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur empêché,
L'adjoint au Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne,

signé

Bruno VERHAEGHE

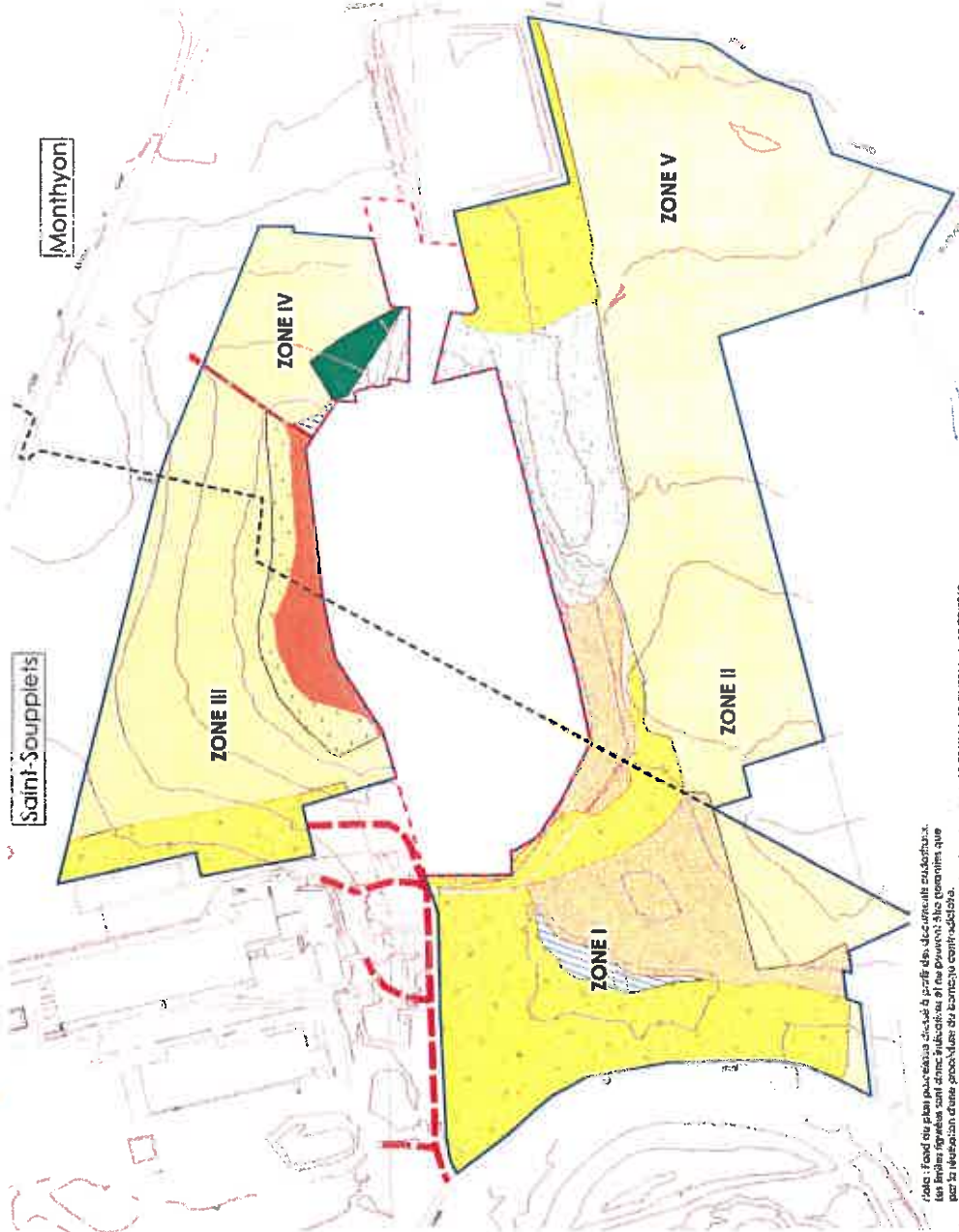
DESTINATAIRES :

- Société KNAUF Plâtres
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- M. le Sous-préfet de Meaux,
- M. le Maire de Monthyon,
- M. le Maire de Saint-Souplets,
- M. le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple.

Annexe – Plan de remise en état modifiée

PLAN DE LA REMISE EN ETAT FINALE APRES INCORPORATION "INSTALLATION CARRIERE" AU BOIS DES SABLES 1/5 000

KNAUF PLATRES



Le plan de remise en état final a été établi en vertu des dispositions de l'article 17 de la loi n° 2004-57 du 18 janvier 2004 relative à la transparence de l'information financière et à la lutte contre la fraude, et de l'article 17 de la loi n° 2004-57 du 18 janvier 2004 relative à la transparence de l'information financière et à la lutte contre la fraude, et de l'article 17 de la loi n° 2004-57 du 18 janvier 2004 relative à la transparence de l'information financière et à la lutte contre la fraude.

KNAUF PLATRES – Demande de modification – LA SAULOYETTE - SAINT-SOUPPLETS et MONTHYON (77)
D 2013.0156 - Cabinet GREUZAT - 31 Mai 2016

